

Justice**Dix ans après, l'enquête sur l'assassinat des journalistes de RFI à Kidal piétine**

La suspension de la coopération judiciaire entre la France et le Mali, sur fond de bras de fer diplomatique entre les deux pays, entrave les investigations sur le meurtre de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, commis le 2 novembre 2013.



Des proches des deux journalistes tués ainsi que des membres de l'association Ghislaine Dupont et Claude Verlon, assistent à une conférence de presse au Sénat, le 30 octobre. (Geoffroy Van Der Hasselt /AFP)

Par Célian Macé

« *Je suis maintenant une vieille maman qui depuis dix ans pleure sa fille.* » Ainsi a débuté la prise de parole de Marie-Solange Poinot, ce lundi, dans un salon du Sénat. Au cours de la conférence de presse, la mère de Ghislaine Dupont, grande reporter de RFI assassinée le 2 novembre 2013 à Kidal, dans le nord du Mali, au côté de son binôme, Claude Verlon, technicien de la même radio, tremblait. De chagrin ? De rage ? « *Monsieur le Président, le temps s'écoule mais ni la douleur ni la colère ne se tarissent* », écrivait-elle en 2015 au chef de l'État français. Dix ans ont passé et Marie-Solange Poinot ne trouve pas le repos.

Car l'enquête n'avance plus. Ou alors infiniment lentement. Ce constat, amer, a été répété par la présidente de l'association des Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, Danièle Gonod, et par l'avocate de l'association, Marie Dosé. La semaine dernière, le juge d'instruction du pôle antiterroriste Jean-Marc Herbaut a réuni les parties civiles pour « *faire le point sur les progrès de l'information judiciaire* ». Ils sont maigres. Mais « *des portes se sont ouvertes, il ne faut pas désespérer* », précise Marie Dosé. Quelques éléments nouveaux sont en effet venus s'ajouter à la procédure.

Retrouvés à côté d'un pick-up abandonné

Rappel des faits. Le 2 novembre 2013, vers 13 heures, les deux journalistes de RFI sortaient d'une interview avec un notable touareg de Kidal, Ambéry Ag Rhissa, quand ils ont été kidnappés devant son domicile. Moins d'une heure plus tard, leurs corps sans vie sont retrouvés par un convoi de militaires français à une dizaine de kilomètres de la ville, dans le désert, à côté d'un pick-up abandonné. Les reporters ont été tués par balles. L'enquête a permis d'identifier les quatre membres du commando qui ont mené le rapt, ainsi que deux commanditaires, Seidane Ag Hitta et Abdelkrim Al-Targui, à l'époque des responsables d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi), organisation qui a revendiqué le meurtre des envoyés spéciaux de RFI Parmi ces six hommes, seuls deux sont encore en vie, dont Seidane Ag Hitta, aujourd'hui numéro 2 du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, selon son acronyme en arabe). Or le journaliste Olivier Dubois, lui-même enlevé et retenu en otage par le Jnim pendant 711 jours avant sa libération, le 20 mars 2023, a rencontré Seidane Ag Hitta pendant sa détention. A plusieurs reprises, il l'a même interrogé sur les circonstances de la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon. Par l'intermédiaire d'Olivier Dubois, la justice dispose donc désormais de la version des faits de Seidane Ag Hitta – recueillie, toutefois, par un homme en situation de captivité.

D'après le chef jihadiste, le 2 novembre 2013, « *le véhicule des ravisseurs est tombé en panne* », confirmant l'expertise technique réalisée sur le 4x4 abandonné. Les membres du commando auraient ensuite « *tué les otages car ils se savaient poursuivis* », a-t-il affirmé à Olivier Dubois, qui a rapporté les mots du chef du Jnim au juge d'instruction. Des militaires français étaient en effet aux trousses des jihadistes. Selon le récit de Seidane Ag Hitta, « *Ghislaine et Claude, parce qu'ils auraient refusé de les suivre dans leur fuite, auraient été assassinés* ». Le jihadiste a confirmé être « *responsable de l'organisation et de la logistique de l'enlèvement* », mais nie avoir « *donné l'ordre d'abattre les otages* ». Il affirme que les membres du commando ont pris seuls l'initiative de la double exécution.

Une version qui corroborerait l'échange téléphonique intercepté le 2 novembre 2013 par « *un service de renseignement occidental* », dans lequel le commanditaire de l'enlèvement reproche à l'un des exécutants d'avoir « *gâché la marchandise* ». Cet enregistrement, mentionné hors micro par François Hollande, alors président de la République, au journaliste de RFI Christophe Boisbouvier, en 2013, n'a jamais été transmis à la justice. L'ancien patron de la DGSE Bernard Bajolet aurait confirmé son existence, cinq ans plus tard, dans un autre entretien *off the record* avec le journaliste.

Lors de leurs auditions respectives par le juge Herbaut, François Hollande et Bernard Bajolet auraient dit « *n'en avoir aucun souvenir* ».

Un réseau de complices à Kidal

Le secret-défense continue de peser sur l'enquête. Le juge Herbaut a certes eu accès à certains documents déclassifiés rédigés par l'armée française – largement caviardés – et a pu auditionner des militaires sous le sceau de l'anonymat, mais les « *résultats et les réponses obtenues [aux demandes de déclassifications] sont très partiels* », pointe Marie-Pierre Ritleng, la sœur de Claude Verlon. « *C'est très compliqué de ne pas avoir l'impression qu'on nous cache des choses.* »

Un deuxième obstacle est venu compliquer sérieusement les investigations : la dégradation des relations diplomatiques entre Paris et Bamako. Les colonels qui se sont emparés du pouvoir au Mali en renversant le président Ibrahim Boubacar Keïta, à l'été 2020, ont rompu tous les partenariats avec la France. « *Il n'existe plus aucune coopération judiciaire entre les deux pays* », rappelle Marie Dosé. Les derniers éléments prometteurs de l'enquête avaient pourtant été transmis par un juge malien, il y a près d'un an et demi. L'exploitation des données téléphoniques réalisée à partir des appareils retrouvés dans le véhicule des ravisseurs et des relevés fournis (au bout de huit ans) par l'opérateur Malitel a révélé l'existence d'un « *réseau beaucoup plus vaste que ce qu'on pensait* » derrière le kidnapping de Ghislaine Dupont et Claude Verlon. « *L'apport de la téléphonie a été considérable dans la compréhension des circonstances de leur assassinat*, insiste Danièle Gonod. *Il a permis à l'enquête de franchir un cap.* »

« Le temps de la déclassification est venu »

« *On sait que [outre les quatre membres du commando et les deux commanditaires], d'autres complices ont fait en sorte que l'opération [d'enlèvement] soit possible* », explique l'avocate. Dès leur arrivée à Kidal, le 29 octobre, cinq jours avant le rapt, les journalistes de RFI étaient « *suivis et surveillés* » par des individus qui informaient les ravisseurs de leurs faits et gestes. Certains d'entre eux appartiendraient à des groupes politico-militaires touaregs, dont la proximité avec Aqmi est connue. Deux hommes ont été « *formellement identifiés* ». Ils résideraient toujours à Kidal. « *On s'interroge de plus en plus sur une éventuelle implication de l'organisation indépendantiste du Mouvement de libération national de l'Azawad* », précise Marie Dosé. Mais « *l'absence totale* » de coopération judiciaire avec le Mali (ou avec l'Algérie, vers laquelle pointent également quelques numéros de téléphone) empêche les enquêteurs français de poursuivre leurs investigations.

L'association des Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon avoue que les « *perspectives à court terme sont sombres* », mais refuse de baisser les bras. « *Dix ans après, l'armée française est partie du Mali, la problématique de la sécurité des sources a changé, le temps de la déclassification est peut-être venu* », veut croire Danièle Gonod. Sans compter qu'il « *existe encore des témoins, des protagonistes de*

ce dossier qui n'ont pas parlé ». Le combat de l'association continue. Un hommage à Ghislaine et Claude sera rendu à la Bibliothèque nationale de France, à Paris ce jeudi 2 novembre, à partir de 18 heures, avec la projection du documentaire *Sahel, le désert de l'information*, suivi d'un débat sur la liberté de la presse au Sahel. Le 2 novembre a été décrété par les Nations unies Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes. ❌